



# Enacting the commons

**ETC#4 - GRECE**

**17-21 NOV 2019**

**Journal de Bord**

# Enacting the commons

## Le contexte grec

*Pour mieux comprendre la situation dans laquelle se déroule le voyage, des éléments de contexte nous semblaient nécessaire.*

**Un territoire géographiquement éclaté.** C'est le pays des extrêmes : d'un côté, 50% des habitants vivent à Athènes et Thessalonique. De l'autre, plus de 200 îles sont habitées. Le pays se situe sur d'importantes failles sismiques et les tremblements de terre sont fréquents.

**Des institutions fragiles.** La Grèce est un pays jeune : l'Etat nation n'a qu'un siècle. Il très centralisateur, et les acteurs intermédiaires sont traditionnellement très faibles, qu'il s'agisse des collectivités locales, des syndicats ou des acteurs associatifs. La défiance est extrême vis à vis de l'Etat, aujourd'hui encore fortement accusé de clientélisme et de corruption. Elle l'est tout autant vis à vis de l'Union européenne mais aussi des ONG -et d'une façon générale de toutes les formes classiques d'institutionnalisation. Les fondations, souvent liées aux armateurs grecs, sont très influentes.

**Un pays secoué par les crises.** C'est un pays marqué par les secousses sociales, politiques et économiques. Il est traversé par plusieurs crises démocratiques depuis la Première Guerre Mondiale : d'abord une guerre civile, puis une dictature qui a duré jusqu'en 1974. A la suite de la dictature militaire, le pays connaît un taux de croissance très fort entre le début des années 80, notamment en encourageant le recours au prêt massif pour augmenter la consommation et la modernisation du pays. Le niveau de vie des grecs est alors plus élevé que dans de nombreux pays européens.

**De la prospérité à la banqueroute.** La crise économique débute en 2008 avec la banqueroute de l'Etat et la révélation de détournements colossaux de fonds publics et d'ONG. Le pire de la crise économique arrive en 2012-2013, elle-même suivie par le début de la crise migratoire et humanitaire à partir de 2015.

**L'entrée en résilience.** Face à des institutions démunies devant l'ampleur de la crise, de nombreux grecs redécouvrent les valeurs de l'entraide, dans l'univers familial, dans le voisinage et au-delà. Des groupes de citoyens s'organisent pour conduire des actes de solidarité, d'abord envers les grecs les plus touchés par la première crise, ensuite pour les migrants dont la situation devient de plus en plus urgente et désastreuse, l'Etat n'ayant plus les moyens de gérer le flux d'arrivées.

**Un climat social tendu à Athènes.** La capitale subit le même phénomène de gentrification que de nombreuses métropoles du monde entier. Tour à tour, les quartiers subissent la pression du tourisme, de la spéculation immobilière, des investissements étrangers et des plateformes telles que Uber -après Pláka au pied de l'Acropole, c'est le tour du quartier Kipseli ou du quartier Exárchia, coeur de la contestation actuelle. Le projet politique porté par la toute nouvelle majorité municipale semble pour l'instant se focaliser sur la sécurité, la propreté des rues, etc. La mairie vient d'annoncer la fermeture de 15 squats tolérés par l'ancienne majorité et co-gérés par des bénévoles, et ce d'ici la fin du mois. Pour aller plus loin sur le contexte sociale à Athènes :

<https://www.athenssocialatlas.gr/>

# Enacting the commons

## Nos étonnements

*Tout cela dessine un panorama d'une société où ont émergé de nombreuses initiatives citoyennes, qui pourraient nous dire des choses des commons à Athènes. Avant de rentrer dans le vif du sujet, voici quelques éléments d'étonnements à chaud, après quatre jours de rencontres avec une dizaines de structures à travers la ville.*

- Le concept de commun est loin d'être répandu. La crise financière a-t-elle mis en pause les réflexions sur ce concept ?
- La **non confiance généralisée dans l'état** (La corruption, l'impuissance ou l'échec de l'Etat central) . Des initiatives éloignées de l'administration, méfiante.
- Une **culture anarchiste** (pas de vote, pas de structure juridique, pas de chef...) très présente chez les bénévoles rencontrés. Cependant, sans engagement politique au sein d'un mouvement anarchiste.
- Refus des bénévoles d'être des partisans alors même que les projets sont très politiques.
- **Pas de circulation d'argent**, même pour des projets d'ampleur tels que la clinique solidaire (seuls les dons en nature sont acceptés). Pas de subvention, pas de liens financiers avec les collectivités, mais l'évidence pour eux d'avoir des locaux à disposition et l'électricité gratuitement.
- Les bénévoles sont systématiquement "dans le faire" et dans la réponse à un besoin, ce qui leur donne une **légitimité par l'action** et une grande **résilience**
- Une **administration très vieillissante** et peu innovante. SynAthina, le projet phare de la ville d'Athènes, a été mis en place en parallèle et de l'administration existante.
- De plus, la plupart des financements qui financent les "commons" ou les projets innovants proviennent de **fonds européens** (voire internationaux) et non pas nationaux.
- Une **omniprésence des fondations**, détenues par des armateurs, qui financent la culture, la santé, le social...

# Enacting the commons

**ETC#4 - GRECE**

**LUNDI 18 NOVEMBRE**

Georges Papanikolaou

#visionpolitique #vocabulaire  
commun #



Enacting  
the commons

*« La particularité en Grèce est que le grosses structures ( publiques ) ne marchent pas donc si tu ne fais rien avec les petites .... Rien ne marche ! Il n'y a pas d'intermédiaire, il n'y pas d'échelons. »*

# Enacting the commons

Georges Papanikolaou est un universitaire qui travaille dans le champ de la génétique en médecine. il contribue activement à la P2P foundation d'Athènes et a une vision assez globale du mouvement des solidarités, de l'impact qu'a pu avoir Syriza au niveau national.

## Syriza et les communs

L'idée des Communs est apparue en Grèce avec les activistes des communs digitaux vers 2007. Le climat de crise de 2010 est paradoxalement devenu favorable au développement des idées des communs et le besoin de nouveaux récits. L'idée s'est étendue dans l'espace public - avec l'ouverture de cafés collaboratifs - dans les médias et les partis politiques. De nouveaux discours ont émergé. Avec l'accès de Syriza au pouvoir, des membres du gouvernement ont commencé à s'en saisir et à le mettre à l'agenda. Aujourd'hui, une stratégie nationale de développement qui inclut les communs existe mais l'implémentation de l'ensemble du cadre conceptuel des communs ne reste qu'un vœu politique. Le gouvernement Syriza aurait eu l'opportunité de faire avancer les choses mais les défis à relever avec la Troïka étaient trop pressants, ils n'ont pu jouer que la défensive. Une loi structurant l'économie sociale a été promulguée mais reste peu appliquée en raison du faible nombre d'acteurs et de la méfiance des citoyens envers toute forme d'institutionnalisation.

## Les communs dans les faits

La réalité des communs c'est des logiques de micro-projet citoyens ou familiaux. On peut parler par exemple de *Sarantapolo* ([www.sarantapolo.gr](http://www.sarantapolo.gr)), un réseau associatif d'accès à internet dans les villages et les « zones blanches » où les installations de réseau sont difficiles ou non réalisées par l'Etat ou les sociétés privées (modèle très proche du réseau des CHATONS en France).

Aujourd'hui, les lois ne sont pas incitatives, elles apportent juste de grandes orientations générales. Dans le cadre universitaire, par exemple, une mission institutionnelle a été donnée aux établissements supérieurs de développer des communs autour de l'éducation et de la production scientifique, technologique et culturelle, mais sans mesure concrète pour le faire. Des livres pédagogiques libres sont publiés, mais sans accompagnement institutionnel de la part des établissements supérieurs. Autre exemple, pour encourager la libre réutilisation des idées et des connaissances, un système de réduction fiscale a été imaginé sur la question des dépôts des brevets sous condition d'être assortis d'une licence ouverte, ce qui était une première mondiale, mais totalement sous-exploitée.

## KESACO – Communs en Grec

La question du vocabulaire est une excellente question ! Quand tu fais de la politique, tu construis un vocabulaire dédié. Il fallait un nouvel imaginaire. Le mot « commun » en grecque est κοινά. C'est un terme très ancien qui veut dire participation dans la vie publique. Pour traduire « communing », on a choisi κοινάβιβε qui est un terme originellement religieux qui signifie que ce n'est pas l'individu qui agit mais le collectif. Aussi, on ne parle pas de « bien commun » mais on parle de « commun » pour signifier que ce n'est pas la ressource qui est mise en avant mais la capacité des gens à s'organiser en tant que commun pour gérer la ressource.

## Et après ?

On a le temps de débriefer, de construire, avoir une approche plus « mature ». Espérons que cela va mûrir. Le mauvais scénario serait que l'énergie soit mise sur le combat contre le nouveau gouvernement et non la construction de nouvelles idées.

## Les questions....

Après cette phase d'effervescence d'initiatives citoyennes apparue avec la crise financière, comment ces initiatives vont-elles perdurer ? Peuvent-elles le faire en marge de toute institutionnalisation ? Comment les défenseurs des communs vont-ils poursuivre la mise à l'agenda des communs auprès du nouveau gouvernement, sans s'épuiser dans une posture d'opposition frontale ?

## Capsule audio (2min) : à propos de la notion de commun en grec

[https://soundcloud.com/la27eregion/georges-papanikolaou-about?in=la27eregion/sets/enacting-the-commons\\_grece](https://soundcloud.com/la27eregion/georges-papanikolaou-about?in=la27eregion/sets/enacting-the-commons_grece)

# Enacting the commons

**ETC#4 - GRECE**

Mardi 19 NOVEMBRE

COMM'ON  
Stelios Voulgaris

#outiller la dynamique citoyenne  
#transformer les cadres par le  
droit



“ Nous ne faisons pas du conseil ! Les gens savent ! Ils connaissent leurs besoins et potentiels. On est là pour les motiver et faire grandir ce qui est là... On outille, on travaille sur les liens”.

# Enacting the commons

**COMM'ON** est une organisation à but non lucratif, installée à Athènes, qui se présente comme une colonne vertébrale pour l'innovation et des collaborations durables entre la ville et des communautés. Elle propose des **espaces multiples** où les porteurs de projets développant des dynamiques sociétales nouvelles, peuvent se rencontrer, échanger, co-crée des solutions durables pour favoriser le vivre ensemble et construire un nouvel éco-système social. L'objectif est d'outiller et de **faire monter en capacité les réseaux citoyens actifs**, d'encourager des collaborations et d'encourager les processus visant à nourrir et transformer la fabrique des politiques publiques.

Comm'on se lit à la fois comme un commun (common) ou comme une invitation à faire et à avancer (come on!).

Le projet est né il y a maintenant 2 ans, de la rencontre entre **Stelios Voulgaris** (juriste) et **Maria Chatzopoulou** (designer). Ayant tous les deux participé à la création de SynAthina, Stelios et Maria avaient envie d'aller plus loin en offrant un soutien aux projets sociaux émergents. Pour réussir leur pari, ils travaillent principalement sur 3 axes : l'empowerment, la mise en relation et la recherche.

Ils ont mené divers projets, notamment à l'échelle européenne, comme Tandem Europe ou encore Tools for Citizens.



Nous avons rencontré Stelios Voulgaris dans son bureau, situé au plein coeur du quartier anarchiste d'Exarchia. Nos échanges ont d'abord portés sur sa vision de la **société grecque qu'il décrit comme culturellement anarchiste** plus que politiquement, sur la façon dont il a observé son quartier se dégrader avec la crise et son enthousiasme pour la **façon dont les habitants se sont peu à peu organisés pour répondre aux besoins.**

Il nous a ensuite apporté son **regard critique vis à vis du projet municipal SynAthina** sur lequel il a travaillé plusieurs années. Il a exprimé une forte frustration liée au fait que, selon lui, la municipalité n'a pas su se saisir de l'immense potentiel de transformation qu'offrait le projet. En tant que juriste, il avait travaillé sur le détail des cadres pour voir comment juridiquement, on pouvait faciliter et soutenir les projets citoyens. Il regrette que la municipalité n'ait pas engagé le changement de système, ce qui impliquait de travailler sur le long terme. Sa collègue et lui ont créé COMMON de zéro pour aller plus loin et permettre aux gens de mener leur projet sur la base d'un principe fort « prendre et donner ». Leur stratégie a d'abord été de travailler avec des organisations à l'international et ils se concentrent maintenant sur des projets périphériques de petites échelles en Grèce.

Stélios a insisté sur plusieurs valeurs et sur leur posture.

Stélios insiste sur le fait qu'**ils ne font pas du conseil** mais outillent et aident à la structuration des projets. Sa collègue et lui **refusent toute aide au fonctionnement**. Recevoir de l'argent de l'état est, selon lui, "toujours un cauchemar" tant l'administration est perçue comme nébuleuse et inefficace. De plus, pour eux, leur modèle économique doit uniquement s'appuyer sur les projets. C'est une garantie d'indépendance et une façon d'être sur un pied d'égalité avec les collectifs avec lesquels ils collaborent.

En tant que juriste, Stélios aimerait **pouvoir impulser une dynamique de transformation profonde des cadres existants mais semble isolé**. Aujourd'hui, les avocats activistes se concentrent essentiellement sur la question des réfugiés. Il décrit une "fabrique de la loi hypocrite en Grèce" puisque la plateforme censée permettre aux citoyens de participer à la conception des lois est mal conçue (pas d'accès aux textes avant leur finalisation, pas de médiation...)

et que la piste de mettre en place des "ombudsman" (juristes, médiateur de la république, avocat du peuple) dans chaque municipalité semble d'avance sabotée.

Il croit à l'importance de donner un rôle aux juristes dans le développement des Communs, a suivi de près le pacte de Bologne, et aimerait prolonger les échanges sur ce sujet.

Lorsque nous avons demandé à Stélios, de nous aider à **dresser une cartographie des acteurs en présence dans le paysage des Communs**, il a, de façon surprenante, il a mis en avant les fondations (beaucoup de fortunes maritimes en pleine redéfinition de leur rôle.) et la municipalité malgré ses réserves. Il a cité quelques organisations émergentes ayant vocation à outiller la dynamique (Impact Hub Athene / Social Dynamo / HIGGS, Comm'on) et insisté sur le fait que la dynamique reposait avant tout sur la multitude des acteurs informels insaisissables.

### Ce qui nous a étonné :

- la fragilité de l'écosystème
- une dynamique inscrite dans l'ultra-local, une absence de stratégie (volonté ?) de changement d'échelle (ce n'est pas un sujet !)
- La méfiance vis à vis de l'état, des ONG et fondations
- une société anarchiste culturellement mais pas politiquement (pas de tentative de créer de nouvelles narrations, pas de logique de combat contre le capitalisme...)

**Capsule audio (2min) : à propos du rôle à jouer par les juristes**

[https://soundcloud.com/la27eregion/stellios-pitch-about-law-and?in=la27eregion/sets/enacting-the-commons\\_grece](https://soundcloud.com/la27eregion/stellios-pitch-about-law-and?in=la27eregion/sets/enacting-the-commons_grece)

# Enacting the commons

**ETC#4 - GRECE**

**LUNDI 18 NOVEMBRE**

Clinique solidaire  
d'Elliniko

santé, autogestion,  
indépendance,  
gratuité



Nous avons 3 règles :

- Nous n'acceptons pas d'argent
- Nous ne sommes pas liés à un parti politique
- Il n'y a aucune contrepartie aux dons matériels (pas de publicité)

*"Rien de ce que l'on fait n'est légal"*

# Enacting the commons

La **clinique sociale d'Elliniko** a été fondée en décembre 2011 dans la lancée des vastes mobilisations de la place Syntagma pour pallier les graves déficits en soins. C'est une structure emblématique du mouvement des dispensaires sociaux autogérés grecs apparus pour résister aux conséquences sanitaires de l'austérité massive imposée au peuple grec.

Son principal objectif est de fournir des **services de santé et des médicaments gratuits à toute personne non assurée, sans emploi, sans ressources** — aux premières victimes de la crise abandonnées par les services de santé publique. Le centre, revendique des soins médicaux gratuits et universels. En plaçant les êtres humains — et non la maladie — au centre de sa pratique de soins, son action défend et illustre une autre façon d'organiser et de penser la prestation de services de santé.

**Fondé sur l'auto-organisation, l'autonomie, l'horizontalité**, radicalement indépendant des pouvoirs politiques ou économiques, le MKIE inspire et rassemble des centaines de bénévoles. Tout au long de ces années, ces bénévoles ont reçu et accompagné près de 7.400 patients, à l'occasion de plus de 64.000 consultations. Ses besoins sont par ailleurs soutenus par des actions de solidarité développées, en Grèce et à l'étranger, par des milliers de personnes.

La clinique sociale d'Elliniko répond depuis ses débuts aux besoins de personnes habitant dans toute la région d'Athènes.. Il a offert ses services aux **camps de réfugiés, à des ONG et des hôpitaux publics**. Le centre d'Elliniko veut continuer sans aucun obstacle ses activités ; le besoin en est toujours aussi pressant. Pour cette raison, son personnel est déterminé à lutter côte à côte avec ses patients et celles et ceux qui le soutiennent.

En 2018, une forte mobilisation a permis d'éviter l'expulsion de la clinique. L'état demandait d'évacuer les locaux (dans l'enceinte de l'ancien aéroport public d'Elliniko) cet ultimatum avait pour objectif de faciliter la privatisation du site (exigée par les créanciers, prévue par le mémorandum signé par le gouvernement grec), malgré l'opposition de toutes celles / tous ceux qui y réclament la création d'un parc métropolitain, espace vert d'activités culturelles, sociales et sportives ouvertes à tou.te.s. L'expulsion prévue pour le 30 juin 2018 a été reportée, alors que le gouvernement a promis d'aider à la recherche d'une nouvelle installation appropriée.

L'idée de la clinique est née d'un constat d'un médecin de l'hôpital public. En observant les effets de la crise, il décide de créer un lieu où les plus pauvres (sous présentation de leur carte d'identité et avis d'imposition) pourraient bénéficier de soins gratuitement. Quand l'hôpital public est devenu gratuit, grâce aux mesures prises par Syriza, **la clinique solidaire s'est adaptée** en fournissant toutes les choses qui restent payantes dans le système public : médicaments, tests sanguins, radios, etc. Les volontaires qui s'occupent des questions médicales sont des professionnels, qui mettent leur temps libre au service de la communauté. Malgré l'ampleur du projet, la clinique n'a jamais cherché à avoir une existence légale : **elle n'a pas de statut juridique, ne possède pas de compte en banque**. La question de la responsabilité juridique reste donc entière.

La légitimité du projet repose sur **l'indépendance**, qui est indispensable pour gagner la confiance des gens. La clinique n'accepte que les dons en nature et repose sur une règle d'or : ne pas accepter d'argent. Le budget annuel est d'environ 5000€/an, les fonds sont collectés via l'organisation d'événements culturels et d'une loterie. La clinique a aussi décidé de ne pas prendre en charge les questions d'addiction (alcool, drogues) pour se prémunir de toute accusation extérieure.

La volonté de maintenir cette indépendance complique donc leur relation avec la municipalité. Au delà du bâtiment et de l'électricité qui leur ait fourni, ils n'ont aucun contact. Pourtant, ils reconnaissent que l'un de leur objectif est de **faire évoluer le système public de santé grec**.

Pour cela, ils communiquent beaucoup : émissions de radios, visites du lieu, etc. Mais pour eux, les acteurs publics qui ne sont pas prêts à entendre ce qu'ils ont à dire. Ils ne voient donc pas l'intérêt d'essayer d'entamer la discussion.

Complètement indépendante, la clinique s'auto-organise via une **assemblée générale**. Au sein de cette assemblée, toutes les équipes de bénévoles sont représentés : l'équipe secrétariat, l'équipe d'organisation, l'équipe des pharmaciens, etc. Toutes les grandes décisions sont prises par cette assemblée, qui comprend tous les bénévoles qui ont plus d'un an d'ancienneté. Il n'existe pas d'équipe des bénéficiaires et cette question ne s'est jamais posée. Les bénéficiaires ne participent donc pas aux décisions. Pour les bénévoles, l'important est que la clinique fonctionne, que le service soit rendu le plus efficacement possible. **L'urgence de la situation occulte les questions de gouvernance.**

→ **Institutionnalisation** : risque ou nécessité?

→ Quels liens entre **l'urgence locale** et un **changement global**?

**Capsule audio (2min) : à propos de l'enjeu de l'indépendance**

[https://soundcloud.com/la27eregion/mcch-clinique-solidaire-about?in=la27eregion/sets/enacting-the-commons\\_grece](https://soundcloud.com/la27eregion/mcch-clinique-solidaire-about?in=la27eregion/sets/enacting-the-commons_grece)

# Enacting the commons

**ETC#4 - GRECE**

Mardi 19 NOVEMBRE

SynAthina

#innovationsociale  
#défisurbains



“L’argent de Bloomberg a attiré la suspicion, mais au moins ça n’était pas l’argent de l’Etat !”

“La crise a ouvert une porte pour SynAthina, mais la porte est en train de se refermer”

# Enacting the commons

Comment la ville d'Athènes se saisit-elle des initiatives citoyennes initiées en réaction à la crise ? Comment ces commons peuvent-ils influencer la posture de l'acteur public ? En 2013, seul 13% de la population grecque déclare avoir confiance dans les institutions publiques. Face à ce constat et pour recréer un lien de confiance entre les citoyens et l'administration, Amalia Zepou, alors maire-adjointe déléguée à l'innovation et à la société civile d'Athènes, a lancé **SynAthina**, une plateforme publique numérique pour permettre la collaboration entre la société civile et la ville.

Le constat de départ était que les initiatives citoyennes, bien que nombreuses, étaient souvent spontanées, invisibles à grande échelle et déconnectées les unes des autres. **En les mettant en réseau et en proposant des ressources à ces initiatives**, SynAthina cherche à soutenir les commons en lien avec l'intérêt général et la collectivité.

Progressivement, les initiatives sans modèle économique ont disparu. Les autres se sont transformées et ont glissées vers plus de formalisme. Quelles sont les facteurs qui ont influencé ces deux formes d'évolution ? Comment préserver l'émergence des initiatives lorsque l'acteur public entre dans le jeu ?

**Lancé en 2013** à partir d'une idée d'Amalia Zepou, ex-documentariste, l'équipe politique et technique (2 personnes au début) est allée chercher le financement et l'accompagnement de la fondation Bloomberg Philanthropies pour concrétiser à la fois l'idée politique originale, l'organisation fonctionnelle et les liens avec la Ville. L'équipe SynAthina regroupe 7 personnes. Actuellement, SynAthina est logée dans un bâtiment neuf regroupant les équipes d'autres programmes portés par SynAthina : Social dynamo, Curing the Limbo, etc.

SynAthina est **organisé autour de 4 fonctions** : **1°**) Collecter des données : les habitants et les associations peuvent s'inscrire sur le site web pour y promouvoir leurs idées et leurs activités, et former une cartographie des initiatives existantes ; **2°**) Connecter les initiatives : SynAthina soutient les projets en les mettant en contact entre eux, et en leur facilitant l'accès aux services de la mairie ; **3°**) Tamiser : SynAthina conduit des enquêtes de terrain, lance des appels à projets ciblés pour faire émerger de nouvelles initiatives, créer des coalitions autour de sujets tels que la création de nouveaux espaces publics, la gestion des déchets, le traitement du phénomène des graffitis ; **4°**) Intégrer l'innovation en interne, en aidant la municipalité à apprendre des initiatives de terrain -par exemple en créant un département innovation en interne.

L'un des résultats concrets issus de SynAthina est la **création d'un kiosque partagé au sein du marché Kypseli**. Tout groupe de citoyens peut réserver en ligne et utiliser le kiosque SynAthina gratuitement, 365 jours par an et 24/24h. Dans ce lieu, les groupes et les institutions peuvent organiser et mettre en œuvre leurs activités, échanger des expériences et des connaissances et rencontrer d'autres citoyens pour les informer de leurs projets.

Depuis son lancement en juillet 2013, le site Web et le kiosque de synAthina ont accueilli **3938 activités** réalisées par **432 groupes de citoyens** et d'institutions en coopération avec **144 sponsors**.

Né en 2013 d'un partenariat entre l'équipe de SynAthina et la fondation Bodassaki, **Social Dynamo** est un incubateur de projets sociaux qui vise à aider les acteurs de la société civile athénienne à se professionnaliser (ex : apprendre les techniques de financement), à rentrer dans des réseaux d'opportunités, et à accéder à un espace de travail partagé. <https://www.socialdynamo.gr>

En octobre 2018, répondant à une volonté politique de traiter les enjeux de migrations, SynAthina lance le programme Curing the Limbo.

Ce programme consiste en une activité de recherche pour cartographier les besoins des quartiers et de la population réfugiée d'Athènes, co-concevoir et mettre en œuvre des projets collaboratifs ayant un impact positif sur la ville.

**Curing the Limbo** est financé dans le cadre du programme communautaire Urban Innovation Action et mobilisé 40 personnes ayant rejoint l'équipe SynAthina.

- Une opération qui combine toutes les dimensions de l'innovation sociale
- Un projet périphérique à la municipalité, sans effet sur elle
- Une pérennisation aléatoire, dépendante des opportunités extérieures

**Capsule audio (2min) : à propos de l'opportunité de SynAthina pour la ville**  
[https://soundcloud.com/la27eregion/synathina-1sur2-amalia-zepou?in=la27eregion/sets/enacting-the-commons\\_grece](https://soundcloud.com/la27eregion/synathina-1sur2-amalia-zepou?in=la27eregion/sets/enacting-the-commons_grece)  
[https://soundcloud.com/la27eregion/synathina-2sur2-about?in=la27eregion/sets/enacting-the-commons\\_grece](https://soundcloud.com/la27eregion/synathina-2sur2-about?in=la27eregion/sets/enacting-the-commons_grece)

# Enacting the commons

**ETC#4 - GRECE**

**LUNDI 18 NOVEMBRE**

**Solidarity School of  
Mesopotomia**

**#Education  
#banque de temps  
#communauté**



**“We want to transform the way parents & children  
see education as a whole”**



# Enacting the commons

**Les Solidarity Schools** se sont constituées après un constat partagé par plusieurs acteurs de l'éducation en Grèce. Il s'agit de redonner sa pleine place à l'éducation dans une société très durement touchée par la crise économique et sociale. La multiplication des inégalités liées à un affaiblissement de la proposition publique a conduit à la création de ce réseau d'acteurs de l'éducation en 2015. Sans vouloir se substituer à l'éducation publique, les Solidarity Schools veulent surtout proposer une **alternative aux cours du soir privés**, chers et trop souvent amplificateurs d'inégalités sociales et culturelles.

Ce réseau est membre d'une organisation d'échange de services plus grande, celui des **Time Bank**, qui permettent à des citoyens de donner de leur temps contre des services sans monétiser les échanges. Les enseignements y sont donc délivrés selon cette formule d'échanges de services, le temps passé pour les enseignements pouvant être réutilisé dans des événements socio-culturels par exemple, l'idée fondamentale portée par les Solidarity Schools étant celle de la **réciprocité entre les membres de la communauté**.

Leur organisation est une également une traduction de leur ambition : **les Solidarity Schools sont organisées à parts égales entre les enseignants, les étudiants et les parents**, qui prennent certaines décisions importantes ensemble, notamment à ce qui touche à l'organisation des événements liés aux temps de cours accumulés lors des enseignements.

Les Solidarity Schools se veulent également défendre l'intérêt des communautés éducatives dans leur ensemble, souhaitant emporter dans leur sillon toute les revendications liées au monde de l'éducation, qu'elle soit publique et privée, considérant **l'éducation comme un bien public à préserver**.

L'histoire des Solidarity Schools a d'abord commencé avec le **mouvement social Mesopotamia**. Ce mouvement social est né en 2003 en réaction aux privatisations qui ont eu lieu pour préparer les JO d'Athènes. En 2011, quand les effets de la crise étaient au plus haut, le mouvement s'est structuré autour d'une **banque du temps**, qui permettait à chacun de s'échanger des services en fonction de ses capacités. Observant le fait que les principales demandes concernaient des cours de soutien scolaire, ils ont pris la décision de créer une vraie école solidaire. Aujourd'hui, 500 élèves profitent des services offerts par le lieu.

L'école **n'a pas de statut juridique**, afin de s'émanciper de tout forme de redevabilité, et dans les faits, d'éviter d'élire des représentants. Elle est **totalemtent indépendante financièrement**, aucun argent ne circule, leurs seules ressources financières proviennent d'évènements culturels qu'ils organisent tous les trois mois. La ville d'Athènes lui met à disposition gratuitement l'usage du lieu et de l'électricité.

**L'école est aussi auto-organisée**. Une assemblée hebdomadaire - le mardi soir - regroupe toutes les personnes impliquées (professeurs, parents, élèves) dans l'école. Ils débattent et décident collectivement.

Les gens participent également à d'autres activités (activités pédagogiques liées aux problématiques écologiques, séances de projections de films...)

L'école solidaire de Mesopotamia est la plus importante de la région d'Athènes mais d'autres initiatives similaires sont nées un peu partout en Grèce. Ces écoles solidaires, qui malgré leurs différences, défendent toutes **une autre vision de l'éducation**. Pour avoir plus de lisibilité, elles se sont structurées en réseau et ont adopté le nom de "Solidarity School". Ces écoles défendent une vision de l'éducation où parents, enfants et professeurs collaborent. Leur objectif est de transformer l'éducation, non seulement d'un point de vue pédagogique, mais en tant que système.

- Comment passer des expériences isolées à une transformation plus générale du système éducatif et social?
- Est-ce que cette transformation peut être réalisée sans passer par une institutionnalisation?
- Quel est du coup la place de l'acteur public?

# Enacting the commons

**ETC#4 - GRECE**

**LUNDI 18 NOVEMBRE**

Kipseli Market

#liensocial  
#communauté



“We’re social agora, not luben !”  
“You need a legal status to grow and find ressources  
and founding”

# Enacting the commons

Le **marché de Kipseli** est un marché historique, qui a cessé d'exister dans les années 1990. En 2015, après une rénovation financée par l'Europe, la mairie lance une consultation via SynAthina pour trouver une nouvelle fonction à ce lieu emblématique. Le projet est construit sur la base des propositions citoyennes et avec pour objectif que "*ceux qui vivent ici soit fiers de ce que deviendra le Kipseli Market*". Suite à un choix de la mairie, c'est l'Impact Hub d'Athènes qui est désigné pour gérer le marché. Cet espace a vocation à être un lieu de rencontres pour les projets citoyens d'Athènes et de devenir une référence en terme d'innovation. Aujourd'hui, plusieurs projets y sont menés autour de la culture, de l'éducation et de l'ESS.

Comment l'idée du nouveau Kipseli Market a-t-elle émergé? Quelle a été l'implication des habitants dans sa définition et dans sa gestion aujourd'hui? Dans quelle mesure la plateforme SynAthina a-t-elle contribué et rendu possible le développement de l'Impact Hub?

**Kipseli Market** est rénové en 2015 après avoir été squatté durant une vingtaine d'années. En parallèle, son animation et sa gestion font l'objet d'un appel à projet lancé sur la plateforme de SynAthina. Quinze réponses sont déposées et c'est Impact Hub qui est sélectionné. Leur réponse comprend à la fois un plan d'action assurant une soutenabilité financière ainsi que des propositions quant à l'animation des liens avec le voisinage proche du lieu. Leur contrat (renouvelable) prendra fin en 2022. Pour la mise en oeuvre la structure a été accompagnée par SynAthina afin de faciliter les démarches administratives nécessaires à l'ouverture en 2016. Le lieu fête son 1er anniversaire par un festival des voisins. Cette ONG est appuyée sur un statut juridique. Elle emploie 3 salariés qui animent les 10 voisins (nom donné aux commerces et services).

Pour l'organisation des grands événements, elle mobilise 12 autres personnes de « Impact Hub » ainsi que des bénévoles. Les décisions sont prises par l'équipe de salariés ou par l'équipe et les voisins (commerçants et autres). Un « site manager » lève les volets du lieu pour une amplitude horaire de 7 à 21H.

Tous les commerçants et les services proposés sur le marché ont répondu à un nouvel **appel à candidatures** lancé par le Impact Hub, et tous devaient intégrer une forte dimension sociale en échange d'un loyer au montant plafonné : un marché de petits producteurs bio et circuits courts, un commerce de jus de fruits tenu par un ancien détenu, une galerie, une association qui répare les ordinateurs et les offre aux écoles, une boutique de logiciels open source, trois ONG dont un service d'accueil pour les réfugiés et un centre éducatif qui donne des cours d'anglais gratuits, mais aussi un service de médiation administrative proposé par la municipalité d'Athènes.

Au sein de l'équipe d'Impact Hub, Phoebe Konstantidini est chargée d'organiser de nombreux événements autour du marché : les plus fréquentés sont le « Pop Up Brand », un marché de street-food venant de tout le quartier, l'Ethno Fest organisé par plusieurs communautés (éthiopiennes, ghanéennes, etc), une braderie organisée avec les commerçants du quartier...

**Quelle est l'influence du marché sur le quartier de Kipseli ?** Dans une large mesure il est très apprécié par le voisinage : les commerces et services sont très appréciés, le lieu est beaucoup plus sûr qu'avant, il donne de la valeur au quartier... Afin d'aller plus loin et d'identifier les mécanismes éventuels de gentrification, Impact Hub travaille actuellement avec un laboratoire universitaire chargé d'évaluer l'impact sur le voisinage. « Nous passons également du temps à surveiller les réseaux sociaux, être attentifs au bouche à oreille pour détecter des signaux faibles », précise Phoebe Konstantidini.

**L'Impact Hub** d'Athènes fait partie d'un réseau international : 100 Impact Hub sont présents dans plus de 50 pays (sauf en France), qui accueillent plus de 16 000 membres.

### **Questionnements en suspens :**

- Une requalification sociale et urbaine réussie ?
- des incertitudes sur les impacts sur le quartier : le projet a été pensé de manière top-down, sans réel lien avec ce qui existait auparavant sur le lieu.

# Enacting the commons

**ETC#4 - GRECE**

MERCREDI 20 NOVEMBRE

Open Stop by STEPS

Autonomie / Streets  
Workers/ Exclusion  
Sociale



*« SynAthina, je connais toute l'équipe, mais ils ne soucient ni du lieu ni des personnes dans le besoin, par exemple l'eau est coupé depuis 3 mois »*

*« Pour nous, il est important d'aider sans assister »*

# Enacting the commons

Inspiré du réseau international de travailleurs sociaux de terrain Dynamo STEPS est une association créée par Tassos Smetopoulos. Leur objectif est de créer un cercle de solidarité, allant de la rue jusqu'à l'intégration dans la société.

Ils revendiquent être « une initiative du peuple pour le peuple ». Ils ne reçoivent aucun fonds publics et ont une gouvernance très horizontale au sein de leurs équipes de bénévoles. Cependant, l'implication des « **Street Connected people** » (les personnes en difficulté) dans la gouvernance de l'association n'est pas encore très claire. Dans quelle mesure cette initiative peut-elle être considérée comme un commun ? Est-elle réellement différente du bénévolat et des formes de solidarités « classiques » ?

**STEPS** s'adresse aux personnes vivant dans la rue tout en leur donnant accès à de la nourriture, à des conseils, à des divertissements, aux premiers soins, aux vêtements et à l'hygiène personnelle. Leur prochain est de permettre la mise à disposition d'espace d'un hébergement afin de leur permettre aux publics victimes d'exclusion sociale de gagner en intimité. Enfin, l'objectif final de STEPS est donner la possibilité de développer les compétences de ces publics ou d'être formés afin d'être autonomes.

L'assemblée de STEPS se réunit tous les 15 jours. Chaque groupe de travail a la responsabilité d'informer le reste de l'équipe sur les questions concernant son domaine. Les projets sont décidés de manière collective.

STEPS est une **création d'initiative privée à but non lucratif**, ne recevant aucun type de financement de la part du gouvernement. Ils ne font partie d'aucun programme financier d'investissement.

### **Ingrédients du projet OneStop part STEPS:**

Un lieu central comprenant un **espace intérieur (30m<sup>2</sup>)** et un **espace extérieur** permettant de proposer un panel d'activités en direction des publics les plus démunis (réfugiés, toxicomanes, sans abris).

**Une posture affirmée** se traduisant par la volonté de faire partager un temps commun à l'ensemble des publics présents lors de leur intervention (2 créneaux par semaine en dehors des jours de marché Une coopération d'équipes du même domaine, telles qu'Ithaca Laundry, la bibliothèque ECHO pour les réfugiés, la Société de psychiatrie sociale et de la santé mentale et des civils).

Pour la première fois à Athènes, ils ont combiné leurs forces en pensant uniquement à tous les individus victimes d'exclusion sociale.

**Une approche globale du « Parcours Usager »**, proposant un panel d'activités/ de réponse aux besoins (Permanence médicale, distribution de repas, machine à laver mobile, bibliothèque mobile, permanence d'un juriste, Tables d'échecs mobiles). Une unité Espace/temps (Date, lieu, horaires, activités, publics) motivée par l'impératif d'assurer la dignité de chacun(e).

### **Zoom sur l'action One Stop :**

**C'est une petite célébration de la solidarité dans le but de donner du bonheur aux personnes qui souhaitent continuer à vivre dans la décence.**

Chaque mercredi soir et dimanche après-midi, un « espace commun » est ouvert à quiconque souhaite avoir accès à des services gratuits et à des activités qui « devraient être offertes à tout le monde ». Premiers secours, blanchisserie, douches, coupes de cheveux, plats chauds, musique, jeux avec les enfants, conseils juridiques, fourniture d'informations importantes sur les droits de l'homme, façonnent les efforts de cette initiative pour rapprocher les gens.

**Une projet pouvant accroître l'engagement de la jeunesse en faveur des publics les plus démunis ?**  
(<https://steps.org.gr/en/get-active/>)

**Une synergie collective pouvant influencer les autres initiatives en faveur de la lutte contre l'exclusion sociale et la défense des droits, voir au delà ?**